



26 janvier 2015 : Ile-de-France

Pour le progrès social :

Mettre fin à l'austérité et s'opposer au projet de loi Macron !

Manifestation Unitaire des Organisations syndicales Régionales CGT, FO, FSU, Solidaires

L'importance des manifestations à Paris et dans d'innombrables villes de France pose une exigence forte des salarié-e-s et des citoyen-ne-s quant à la reconstruction d'une République assurant l'effectivité des principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

C'est pourquoi il faut mettre en échec les objectifs aujourd'hui poursuivis par les pouvoirs publics sous l'aiguillon des organisations patronales et plus particulièrement du Medef.

Mettre en échec l'accentuation et la généralisation des politiques d'austérité et le pacte dit de « responsabilité » de François Hollande et Pierre Gattaz qui ont pour objet d'assécher les moyens de financement de toutes les politiques publiques, celles de la Sécurité sociale, celles des collectivités territoriales, celles de l'Etat et de ses opérateurs.

Mettre en échec aussi la nouvelle séquence de la réforme des collectivités et de l'Etat qui a pour objet d'organiser des transferts, des privatisations et des abandons de missions publiques, de supprimer des milliers d'emplois publics, de faire reculer les services publics de pleine compétence et de proximité.

Mettre en échec le projet de loi Macron visant à modifier des pans entiers du droit du travail et des droits des salariés : travail du dimanche élargi à la possibilité de douze dimanche travaillés par an, modification des modalités du travail de nuit, facilitation des licenciements, mises en cause des juridictions prud'homales, attaques contre l'inspection du travail, mise en cause du service public du rail... Un projet de loi qui veut marchandiser toujours plus la condition humaine au nom du marché roi.

A défaut, l'insécurité sociale et les fractures qui minent la société, le lien et la cohésion sociale, ne cesseront de s'agrandir.

D'autres choix sont pourtant possibles !

Avec toute la CGT, l'UGFF porte des propositions et des revendications s'inscrivant dans une dynamique :

- De défense, de reconquête et de développement des politiques publiques, des services publics et de leurs modalités de financement,
- De renforcement du Statut général des fonctionnaires, des droits et des garanties de l'ensemble des agents, fonctionnaires et non-titulaires,
- De revalorisation du pouvoir d'achat de toutes et tous.

Avec d'autres organisations syndicales, l'UGFF-CGT entend apporter toute sa contribution à la construction des processus d'actions les plus unitaires possibles pour imposer d'autres choix ! C'est pourquoi, avec les organisations syndicales régionales CGT, FO, FSU, Solidaires, l'UGFF-CGT appelle les personnels à manifester à Paris, le lundi 26 janvier 2015, premier jour du débat à l'Assemblée Nationale au sujet du projet de loi Macron.

Rendez-vous à 13 heures, Chaussée d'Antin (Métro Chaussée d'Antin)